



Le Saint-Siège

MESSAGE À LA DIXIÈME JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION*

A Son Excellence

Monsieur Edouard SAOUMA

Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.)

Je suis heureux de vous exprimer mon adhésion et mes encouragements à l'occasion de la célébration annuelle de la Journée mondiale de l'Alimentation suscitée par votre Organisation dans le cadre de sa mission institutionnelle de lutte contre la faim et la malnutrition.

Le thème choisi cette année, "Des vivres pour demain", met l'accent sur le droit de toute personne à être nourrie à la mesure de ses besoins, et il fait ressortir les problèmes liés à l'alimentation actuelle et future de la population mondiale.

Il ne faut certes pas méconnaître la gravité de l'insuffisance alimentaire qui se manifeste dans certains pays et certaines zones où, comme je l'ai souligné dans le discours que j'ai prononcé à l'occasion du dixième anniversaire de mon appel pour le Sahel, "la malnutrition est chronique pour des dizaines de millions d'êtres humains" et "la mort emporte trop d'enfants" (Ouagadougou, 29 janvier 1990, n.3).

Mais il est opportun aussi de rappeler - comme le Saint-Siège l'a souvent souligné en se fondant sur les données officielles des Nations Unies et de la F.A.O. - que les aliments produits dans le monde et actuellement disponibles sont en quantité suffisante pour répondre aux besoins nutritifs de la population mondiale. On ne saurait donc considérer comme justifiée une politique qui ne viserait qu'à augmenter globalement la production mondiale, ou au contraire à limiter par la contrainte le développement démographique. Ce qu'il faut plutôt, c'est assurer une distribution équitable des biens de production, en veillant à ce qu'ils soient effectivement disponibles, de façon à remédier aux graves déséquilibres locaux et régionaux entre les ressources alimentaires et le nombre d'habitants dans les divers pays.

Il est urgent d'affronter le problème de la faim et de le faire d'une manière efficace. Mais pour cela, il est indispensable de le replacer dans le cadre plus large du développement économique et social de chaque nation considérée dans ses rapports avec la communauté internationale. Il faut avant tout faire en sorte que chaque pays accroisse ses propres ressources pour arriver à l'autosuffisance alimentaire. On devra par ailleurs recourir à de nouveaux modèles de développement, en adoptant des politiques d'aide alimentaire qui n'aggravent pas la situation des pays moins avancés ou leur dépendance.

A cette fin, il conviendra de mettre directement à la disposition de certains organismes - même par des accords internationaux explicites - des réserves alimentaires spéciales, entreposées à l'avance dans des régions qui connaissent ou risquent de connaître une crise, de telle sorte qu'il soit possible d'y puiser avec promptitude, en se conformant aux critères de justice et d'équité.

Cela suppose l'élimination de tout obstacle inopportun aux échanges et l'adoption de clairs principes de solidarité, au moyen d'accords internationaux qui permettent aussi aux pays économiquement les plus faibles d'accéder au marché.

Les pays riches devront montrer par des gestes concrets leur solidarité avec ceux qui possèdent moins, évitant des réductions artificielles de leur production et veillant à ce que soient mises sur le marché les grandes réserves accumulées. D'un autre côté, il est du devoir des pays en voie de développement de mettre en oeuvre des politiques d'ajustement économique et financier, grâce à une gestion interne avisée et à l'application des critères suggérés par le redressement de l'économie des divers pays. Je souhaite de tout coeur que la présente Journée mondiale de l'Alimentation contribue à renouveler les efforts en faveur d'une coopération efficace entre les Gouvernements et les Organisations internationales, visant à résoudre progressivement le problème de la faim et de la malnutrition.

On ne se laissera pas aller au découragement ou au pessimisme face aux difficultés actuelles. Il ne faut pas non plus que l'écart entre l'ampleur des problèmes et ce qui a été accompli jusqu'à maintenant pour lutter contre la faim et la malnutrition soit considéré comme un motif de méfiance croissante à l'égard de la communauté internationale. Chacun, spécialement parmi les responsables, y trouvera au contraire un encouragement à intensifier l'action entreprise, à mieux l'organiser et à le rendre plus opérante, en adoptant et en coordonnant les interventions, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales, et en mettant en valeur les résultats significatifs déjà obtenus, en vue d'une coopération mondiale toujours plus efficace et plus durable.

Tels sont les voeux que je forme. Je les confie à Dieu tout-puissant en invoquant pour tous son aide bienveillante.

Rome, 10 octobre 1990

*AAS 83 (1991), p. 361-363.

Insegnamenti di Giovanni Paolo II, vol. XIII, 2 p. 848-850.

L'Osservatore Romano 17.10.1990 p.6.

L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française n. 43 p. 1, 5.

La Documentation Catholique n.2017 p.1034-1035.